

PRISE DE PAROLE...

... le 14 avril à la Place de la République pour la commémoration de l'anniversaire de la II^e République espagnole par le groupe Salvador-Segui.

Après le départ en exil du roi Alphonse XII, la proclamation de la II^e République espagnole le 14 avril suscita une formidable liesse populaire. Le nouveau gouvernement provisoire comprenait des progressistes de gauche comme le socialiste Largo Caballero au poste de ministre du Travail et de Manuel Azaña comme responsable du portefeuille de la Guerre.

Le nouvel exécutif décida de convoquer des élections aux *Cortès constitutantes* pour mettre en marche un ambitieux programme de réformes (bien trop lentes), le *Premier Bienio 1931-33, (Première biennale)* des réformes. Largo Caballero impulsua une importante législation sociale agraire (qui était le thème majeur des républicains; une loi de redistribution des terres inoccupées est bien votée en 1932, mais qui restera lettre morte, l'État en restant propriétaire). La réforme ouvrière continue avec les mêmes méthodes. L'État intervient; la production, et l'augmentation du coût de la vie, résultat de la crise économique mondiale, annulent l'effet des augmentations des salaires.

Il fut décrété l'interdiction d'expulser, la création de juges mixtes comme médiateurs entre patrons et journaliers, l'extension de la culture aux classes les plus défavorisées pour en finir avec le retard éducatif et renforcer la modernisation de la société espagnole, créer des *Missions pédagogiques*, l'objectif était de porter la culture dans les lieux les plus reculés à travers les livres, reproductions de tableaux, le cinéma, les gramophones, etc...

De cette même impulsion naîtra le théâtre ambulant «*La Barraca*» dans lequel participèrent Federico García Lorca et Alejandro Casona. Il s'organisera aussi beaucoup d'*Universités populaires*, *Athénées*, des *Écoles rationalistes*, etc...; il y eut une véritable réforme pédagogique qui implanta la coéducation de garçons et filles, alors qu'avant l'éducation était séparée. Il y eut une intention particulière à la formation des professeurs et des instituteurs, il s'agissait de donner un enseignement laïc. Les écoles normales de magistratures seront réformées et il se créera l'*Inspection de l'Enseignement primaire*. Il y eut d'autres mesures comme la construction d'écoles et d'instituts, l'augmentation des salaires des professeurs jusqu'à 50% et l'augmentation du nombre de bourses afin que les étudiants puissent poursuivre leurs études.

La baisse de l'âge du droit de vote passera à 23 ans. En 1931 les femmes elles, ne pouvaient pas voter, mais elles seront éligibles. Tout cela fera partie de la *Constitution de la République espagnole* de 1931 qui obtiendra le vote favorable des socialistes et des républicains de tous groupes. Le 9 décembre 1931 le texte constitutionnel fut approuvé après avoir été débattu pendant plus de trois mois déclarant que «*l'Espagne était une république démocratique de travailleurs de toutes classes qui s'organise en régime de liberté et de justice*».

Si la République semblait être la solution à tous les problèmes de la société espagnole, les ouvriers et les paysans étaient las d'attendre la réalisation de promesse qui ne n'arrivaient pas. Les syndicats et l'ordre public sont en constant affrontement. Des grèves répétées s'amplifient. Nombre d'ouvriers et paysans, mécontents et déçus, passeront à l'anarcho-syndicalisme. En réalité le nouveau régime ne satisfait aucune des aspirations populaires. Largo Caballero commencera par publier un décret reconduisant les *Comités paritaires corporatistes* de la dictature. Il avertira les ouvriers et les paysans: «*Pas de grèves, pas de plaintes, pas de protestations! L'important aujourd'hui est de consolider le régime!*». Le 27 mai le ministre de l'intérieur fit tirer sur un cortège de manifestants pacifiques à San Sebastian provoquant la mort de 17 travailleurs; et il réprimera férolement des soulèvements de l'été en Andalousie. Le bras de fer allait s'intensifier entre le gouvernement de juristes et la rue. C'est en 1927 que la FAI (*Fédération anarchiste ibérique*) est créée. Elle deviendra l'un des foyers d'accueil des libertaires opposants au réformisme et une organisation qui entretiendra un climat révolutionnaire pour que la classe ouvrière ne ramollisse pas pendant les rares périodes d'expansion économique et de plein-emploi.

La République pour les anarchistes s'apparentait à un régime bourgeois. Il s'agissait pour eux d'implanter le communisme libertaire le plus rapidement. De fait la FAI dirigera les actions libertaires et défendra la pureté des idéaux de l'anarchisme. Ce qui amènera à des opérations de sabotage dans les installations des entreprises, en même temps que des attaques aux biens du Clergé et provoquera des affrontements continus avec les forces républicaines de l'ordre. La FAI imposera une lutte frontale basée sur la tactique insurrectionnelle partisane d'une pression continue nommée par quelques-uns une «*gymnastique révolutionnaire*» dans un environnement rural dans le but d'accélérer le processus de la révolution sociale. Les faïstes défendaient un modèle de révolution rurale et utopique. Ils apparaîtront comme les plus grands responsables de l'exacerbation des méthodes de «*l'action directe*» qui cherchaient dans les luttes sociales et l'insurrection paysanne, la création des communes libertaires, l'effondrement de l'ordre bourgeois et la réalisation d'une société sans classe ni État.

Le 8 janvier 1933, la CNT-FAI lança un appel à l'insurrection générale suivi en Catalogne, en Aragon, dans la région de Valence qui provoqua de graves incidents notamment en Andalousie sévèrement réprimé par les forces gouvernementales envoyées par Manuel Azaña qui selon les dires de certains officiers ordonnera: «*Ni blessés, ni prisonniers, des balles dans le ventre*», causant un nombre important de morts, notamment lors des événements dans la localité de Cadix de «*Casas Viejas*» entre le 10 et le 12 janvier, 22 villageois mourront brûlés vifs ou fusillés dont plusieurs anarchistes de la CNT (Francisco Cruz Gutierrez surnommé «*Seisdedos*», Manuela Largo, Jerónimo et Juan Silva Gonzalez, etc...), sous les balles de la *Garde civile* et de la *Garde d'assaut* après avoir brûlé les cabanes, le gouvernement de la République niera les faits. Républicains et socialistes furent incapables de porter remède à ces violences, et jamais plus le régime ne se relèvera moralement d'avoir permis le massacre de «*Casas Viejas*», un véritable crime contre l'humanité. Au lieu de faire des concessions opportunes, de réaliser des réformes sociales urgentes, de sattaquer aux causes profondes du mécontentement, ils ne surent répondre à la colère des ouvriers catalans et des paysans andalous que par une répression implacable.

La majorité parlementaire qui soutient Manuel Azaña se dézarde. Elle perd les élections en novembre 1933. Ce sera la période du second *bienio-negro* (deux années noires) 1933-35 de la *II^e République espagnole* dirigé par les partis de centre-droit, jusqu'à l'élection du *Font Populaire* en 1936.

Il est nécessaire de rappeler ces quelques épisodes historiques marquants pour bien saisir les enjeux des pouvoirs politiques et marquer l'importance qu'a joué la *II^e République espagnole* contre tout le mouvement révolutionnaire qui se mettait en place depuis des décennies. La *République espagnole* sur ses bons sentiments et ses grandes promesses face au monde ouvrier et paysan entamera seulement des réformes de structures, qu'elle n'a ni les moyens, ni sans doute le désir d'achever. Elle n'a su qu'utiliser la force militaire pour se faire entendre, ayant recours à la répression et à la contrainte comme seul moyen de faire triompher les revendications sociales, ou d'assurer l'ordre.

Les anarchistes d'hier et d'aujourd'hui se méfient toujours des pouvoirs en place, leur position est claire, il n'y a pas d'émancipation sans anarchisme, il n'y a pas de changement social sans anarchisme, c'est en cela qu'aspire tout anarchiste qui se respecte et c'est pourquoi aujourd'hui plus que jamais, notre groupe anarchiste Salvador-Segui, juge indispensable - et c'est l'une des raisons de son existence - le maintien et le développement d'une activité anarchiste sociale spécifique visant à diffuser les idées et les pratiques libertaires dans la société, à les débattre, à les questionner, voire à les repenser à la lumière du passé et, bien sûr, de l'actualité.

Juan CHICA VENTURA
Groupe anarchiste Salvador-Segui